

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1182^e
SÉANCE

Mardi 8 octobre 1968,
à 10 h 55

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Déclarations générales (suite)</i>	
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)</i>	1

Président: M. Richard M. AKWEI (Ghana).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

et

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/7203, chap. III; A/7251, E/4496, E/AC.54/L.25, E/AC.54/L.28, E/AC.54/L.29/Rev.1, E/AC.54/L.30, E/AC.54/L.31, TD/B/186/Rev.1]

1. M. FIGUEREDO PLANCHART (Venezuela) dit que sa délégation a accueilli favorablement la décision prise par la Commission de faire distribuer la déclaration faite par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1180^e séance (A/C.2/L.1002); cette déclaration contient des indications utiles pour les gouvernements qui se préparent à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. La délégation vénézuélienne considère, elle aussi, que le climat actuel est peu propice au lancement d'un grand projet économique et social de caractère international. Les difficultés politiques que le monde traverse ont pour conséquence que les ressources qui pourraient être mobilisées aux fins de résoudre les problèmes économiques le sont, en fait, pour préparer la guerre. Néanmoins, la Commission se doit de continuer à chercher les moyens de résoudre les problèmes économiques et sociaux du monde, car il s'agit là d'une tâche d'importance vitale. L'aggravation de ces problèmes et l'écart qui sépare les riches des pauvres continuent de provoquer une vive inquiétude et une tension génératrice de bouleversements politiques et sociaux. Le monde a suffisamment de ressources et de moyens techniques pour résoudre ces problèmes dans un délai assez bref. Cependant, si le désir de dépasser des concurrents et des considérations exagérées de prestige devaient finalement l'emporter, le processus de développement serait privé de l'élan nécessaire, et la coexistence harmonieuse deviendrait irréalisable.

2. Comme l'indique la première partie 1/ de l'Etude sur l'économie mondiale, 1967, les résultats de la

1/ Les problèmes et politiques du développement économique: évaluation de l'expérience récente (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.ILC.3).

Décennie des Nations Unies pour le développement sont certes bien minces, mais ceci n'enlève rien à son importance. La prochaine Décennie doit faire l'objet d'une préparation plus approfondie et il faut poser les fondements d'une stratégie globale: c'est surtout par là qu'a péché la Décennie en cours. Le Secrétaire général adjoint a suggéré que l'on devrait envisager la stratégie globale de la prochaine Décennie "non pas seulement sous les espèces d'un plan d'action, mais aussi ... sous celles d'un mécanisme d'analyse, d'évaluation et de contrôle" qu'il a qualifié de mécanisme de "surveillance internationale". La délégation vénézuélienne considère que c'est là un point de vue valable et pertinent, mais elle est d'avis que ce plan d'action, une fois élaboré, ne pourra être exécuté collectivement et avec succès que si les gouvernements qui souscrivent à ses principes font preuve, à tous les stades, de la volonté politique de l'appliquer.

3. Le Venezuela est conscient du fait que la responsabilité de son développement économique lui incombe au premier chef. Néanmoins, il constate avec plaisir que le Conseil économique et social, dans sa résolution 1356 (XLV), a reconnu qu'une mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement n'est possible qu'à condition de mener simultanément une action internationale efficace. Il faudra s'efforcer de pénétrer de cette idée les peuples dont la Commission doit chercher à satisfaire les aspirations. Il est également essentiel que tous les peuples du monde prennent une part active aux travaux préparatoires de la Décennie, sur les plans national, régional et international. Il faudra aussi tenir compte des espoirs et des sentiments de la jeunesse mondiale, dont la participation aiderait à assurer le succès de la prochaine Décennie. A cette fin, les efforts économiques devront porter essentiellement sur l'amélioration directe des conditions sociales et culturelles.

4. L'ensemble des organismes des Nations Unies a également un rôle à jouer dans la prochaine Décennie. Il est encourageant que le Conseil économique et social soit pleinement conscient du rôle central qui lui incombe et qu'il ait décidé de prendre les mesures institutionnelles appropriées. A cet égard, il serait bon que la Commission envisage d'élargir légèrement la composition du Comité économique. Elle pourrait également étudier la meilleure façon d'utiliser les services des différents organes et des institutions spécialisées.

5. Les pays en voie de développement savent que le rôle que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) est appelée à jouer dans la stratégie globale est essentiel. Ils sont aussi enclins à croire que les différences qui les sé-

parent des pays industrialisés ont davantage trait aux méthodes d'exécution qu'à la conception sur laquelle cette stratégie repose. Dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/7201/Add.1), le Secrétaire général a souligné l'importance de la contribution que l'on attend de la CNUCED et la nécessité de renforcer son rôle opérationnel. La délégation vénézuélienne se réjouit de voir que le Conseil du commerce et du développement s'est attelé à cette dernière tâche, ce qui constitue déjà en soi un résultat important de la deuxième session de la CNUCED.

6. Pendant la période de transition entre les deux Décennies, il ne faudra ménager aucun effort pour atteindre les objectifs de la première et assurer la réussite de la seconde. A cette fin, il est d'une importance capitale de consacrer encore plus d'efforts et de moyens à former et à mobiliser les ressources humaines du monde. On admet maintenant sans difficulté que la mobilisation et l'utilisation rationnelles de ces ressources sont un facteur clef de l'accélération du développement. De même, l'importance reconnue du rôle joué par le transfert des connaissances techniques dans le processus du développement a conduit certains pays en voie de développement à prendre des initiatives communes dans le cadre des Nations Unies. A cet égard, on s'inquiète de constater que les pays en voie de développement doivent compter presque exclusivement sur la supériorité scientifique et technique des pays industrialisés. Les pays en voie de développement sont préoccupés de voir que l'exode de leur personnel le plus qualifié contribue largement à la concentration des techniques dans les principales régions industrielles; leur faculté d'assimiler utilement les connaissances techniques est proportionnelle au niveau de formation atteint par leur population, et il est particulièrement décourageant pour eux qu'une grande partie de leur personnel le plus qualifié ne puisse trouver de débouchés que dans les pays industrialisés. Bien que ce problème ne soit pas aussi grave au Venezuela que dans d'autres pays, la délégation vénézuélienne se rend compte qu'il faut prendre des mesures à l'échelon international pour enrayer l'exode des compétences.

7. Les actions d'ensemble couvrant de vastes zones géographiques que le Secrétaire général adjoint a suggéré d'entreprendre pour résoudre le problème de l'application et du transfert des connaissances techniques présentent un grand intérêt; elles peuvent contribuer efficacement à endiguer cet exode.

8. L'amélioration de la situation économique et sociale d'une population, au cours du développement, est liée à la croissance de cette population. De même on a constaté que le taux de croissance démographique d'un pays exerce une influence sur son développement rationnel. La délégation vénézuélienne ne peut toutefois considérer qu'en raison de cette interdépendance il soit justifié de concentrer les efforts et les ressources sur l'adoption de mesures tendant à limiter la croissance démographique dans les pays en voie de développement. Un problème aussi complexe ne saurait être résolu de façon si simpliste; son importance est telle qu'on doit continuer à chercher des solutions en rapport avec les conditions particulières aux différentes régions et aux différents pays.

9. La délégation vénézuélienne a maintes fois exprimé l'opinion que les ressources naturelles continueraient longtemps encore à constituer le fondement de la croissance des pays en voie de développement. C'est pourquoi ces pays tiennent à ce que les termes de l'échange pour les produits de base soient justes, que leurs prix soient rémunérateurs et stables, et que leur accès aux marchés des pays industrialisés soit facilité. Si ces derniers ne répondent pas à leur appel pressant, les pays en voie de développement devront absolument s'entendre sur des mesures destinées à résoudre leurs problèmes tout en étant toujours prêts à négocier.

10. La délégation vénézuélienne exprime sa satisfaction de voir que l'Organisation des Nations Unies étudie les moyens de favoriser la coopération internationale dans le domaine de la mise en valeur et l'utilisation des ressources de la mer au-delà du plateau continental, comme le Conseil l'a recommandé dans sa résolution 1380 (XLV). Le principe selon lequel ces ressources doivent être exploitées particulièrement en vue de promouvoir le développement du tiers monde est déjà reconnu et doit être clairement affirmé.

11. Le Conseil économique et social, la CNUCED et d'autres organes ont déjà adopté des résolutions constructives en ce qui concerne la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. C'est à l'Assemblée générale de coordonner ces résolutions et de donner à ces organes les directives nécessaires pour que la Décennie soit convenablement organisée dès le départ.

La séance est levée à 11 h 25.